

AG du 3 octobre 2013

Cher-e-s camarades,

Tout d'abord une précaution oratoire, j'assume ce texte à la première personne. Je ne m'y exprime pas en tant que membre du secrétariat général mais en tant que militante, un militant disposant d'un lieu d'observation un peu privilégié puisque j'ai la totalité de l'activité de notre syndicat sous les yeux, de multiples interlocuteurs, des retours officiels, des confidences, des récriminations. Ce texte n'est ni un discours de politique générale, ni un discours d'orientation comme celui de l'année dernière. Je dirais que c'est un texte libre.

Je reprends : Cher-e-s camarades

Nous voici à nouveau réunis dans cet agréable cadre de travail qu'est le centre de loisirs du CMCAS d' EDF. En écrivant ceci je ne peux pas m'empêcher de penser aux détournements de fonds du Comité régional d'entreprise de la SNCF à Lyon. Ce n'est certes pas l'affaire du siècle, les détournements de fonds reprochés aux syndicalistes (de la CGT à SUD) ne portent que sur quelques centaines de milliers d'euros (un voyage au Japon de Patrick Kanner et Cie et une année de location de loge au grand stade donc) et étaient destinés au fonctionnement du CE et non pas à ses activités sociales. Mais cette affaire est désastreuse pour l'image des syndicats et leur petites tambouilles financières. Je pense qu'il ne faut pas craindre de laver notre linge sale, c'est aussi la délégation de pouvoir et la professionnalisation des militants qui permettent ces dérives. Sur le plan de la lutte idéologique où nous sommes loin d'avoir le dessus, nous ne pouvons pas nous permettre de telles blessures. Nous devons être vertueux et exemplaires.

Je reviens à notre agréable cadre de travail. Nous y convoquons notre AG depuis plus de vingt ans. Certains d'entre nous sont de vieux compagnons de route. Il est dommage que nous ayons encore oublié nos maillots de bain. La piscine du centre a, tout au moins sur moi, un pouvoir d'attraction bien supérieur à nos ordres du jour. Nous parviendrons peut-être à nous y baigner quand même avant de partir à la retraite.

En parlant de retraite - et je ne vise pas dans l'immédiat la déconstruction « pierre à pierre » de notre régime par répartition... - donc en parlant de retraite, quand je regarde autour de cette table et malgré votre vigueur et votre vaillance, il m'apparaît que notre syndicat ne contredit pas les moyennes statistiques : les militants et les responsables syndicaux vieillissent. Nous ne pouvons que constater, malgré la présence d'une dizaine de trentenaires et de jeunes quadras que nous ne syndiquons pas et mobilisons mal les salariés les plus jeunes. Mais ce n'est jamais aussi simple et le sociologue a raison « la jeunesse n'est qu'un mot » puisque parmi nos jeunes camarades, nous trouvons des militants qui revêtent des caractéristiques d'anciens à bien des égards en raison de leurs engagements précédents.

Tandis que chez d'autres syndiqués plus âgés mais novices dans la pratique militante – je pense aux assistants familiaux - une culture des luttes organisées à la base s'élabore progressivement. Je n'oublie cependant pas que certains d'entre eux, victimes de la guerre économique, sont d'anciens salariés du privé ayant assumé des responsabilités syndicales.

Ce tour de table me confirme notre diversité – c'est le lot de tous les syndicats territoriaux en raison de la multiplicité de nos métiers et de nos filières : nous réunissons aujourd'hui des ouvriers de la voirie, des agents des collèges, des employés et gestionnaires administratifs, des travailleurs sociaux et médico-sociaux, un discothécaire, des documentalistes, des formateurs et des animateurs et des assistants familiaux, des cols blancs et des cols bleus parfois exécutants parfois encadrants, des statutaires et des précaires, des électrons presque libres et une retraitée la plus libre de tous les électrons. Tout autant que nos profils, nos raisons d'être syndiqués et militants sont multiples et plus ou moins compatibles et composables. Si nous sommes si peu nombreux en AG en ne réussissant que 10 % de nos effectifs, nous sommes par contre représentatifs de la composition de notre organisation, c'est déjà ça ! Il est vrai que nous ne syndiquons qu'à peu près 5 % de l'effectif global du Conseil Général malgré une syndicalisation croissante et notre première place aux dernières élections professionnelles. C'est quand même pas mal pour un syndicat CGT de Conseil Général.

Car nous ne devons pas nous laisser impressionner par la propagande qui nous rebat les oreilles d'une division par cinq du taux de syndicalisation en 60 ans. La France, pour des raisons historiques, n'a jamais été un pays de syndicalisme de masse. Et les taux européens auxquels on nous compare ne tiennent pas compte des contextes institutionnels très différents. Aujourd'hui le paysage syndical français, c'est une base beaucoup moins importante pour une présence institutionnelle renforcée des organisations syndicales. Si ce n'était pas catastrophique durant les années de pleine croissance puisque le syndicalisme à la française a permis pas mal d'avancées collectives, le désintérêt actuel des jeunes salariés, la résignation des collègues, le tout sur fond de délégation doit désormais nous poser question puisqu'ils sont pour partie, le résultat de cette captation des aspirations sociales par les grosses centrales et la mise au pas des mouvements sociaux. Les syndicats veulent bien des troupes dans la rue mais entendent maîtriser leur expression et leurs modes d'action.

A écouter les commentateurs, y compris les plus avertis, la réponse à cette désaffection est évidente : les centrales syndicales « historiques » se seraient éloignées du monde du travail, faute de s'être adaptées à ses transformations (tertiarisation, précarisation, hausse du chômage, fragmentation des collectifs de travail via la sous-traitance et l'intérim, etc). Là encore, c'est plus complexe et il ne faut jamais mésestimer le travail de sappe de l'adversaire qui célèbre les nouvelles organisations (les collectifs, les mouvements des indignés, etc) et les « nouveaux mouvements sociaux » qui auraient renvoyé au musée des curiosités les traditionnels conflits du travail. L'actualité de cette dernière décennie aux niveaux national, européen et mondial suffit pourtant à rappeler que ces derniers sont bien loin d'avoir disparus - et il ne faudrait pas croire que la « crise » en marquerait une simple résurgence.

Nous, militants, ce constat de désengagement – et il y a aussi des adhérents désengagés, des syndiqués consommateurs, des adhésions post-it, on colle un instant pour un problème donné et puis on quitte, des adhésions opportunistes, nous ce désengagement, nous devons cependant le prendre en compte ne serait-ce que pour poser le problème à l'envers en nous interrogeant sur les raisons et le sens de l'adhésion des salariés concernés, malgré les obstacles qui se posent à eux. Nous devons mener cette réflexion, cet après-midi peut-être.

Je passe à autre chose sans transition :

Il y a un an, nous attendions l'épreuve des faits pour nous prononcer sur le Gouvernement Hollande. Nous avons vu ! Hollande partage la même obsession que ses voisins européens : abaissement du coût du travail et flexibilité, comme réponses aux problèmes économiques... des entreprises. Sous la pression des marchés financiers, des patrons, de l'Europe, le gouvernement mène une politique d'austérité et de rigueur qui constitue la toile de fond de toutes les réformes en cours ou annoncées : la loi de sécurisation de l'emploi, le financement de la protection sociale, l'assurance chômage, la décentralisation et on y revient les retraites. Au plan local, les exécutifs conduisent des politiques largement inspirées du modèle néolibéral ou ultralibéral – je pense à Hayek, je pense à Friedman – offensive ouverte du système capitaliste dont on s'est tant moqué dans les années 70 malgré la tragédie vécue par les chiliens et qui nous a si bien rétamés depuis - Les élus locaux appliquent ces politiques avec une seule contrainte schizophrène de type « grand écart », celle de limiter leur impact sur des populations qui sont également leurs électeurs. En tant qu'ils sont nos employeurs, nous les pratiquons et sous le vernis social des discours, la logique de casse des services publics est évidente.

Voilà j'en ai presque terminé. J'ai évité cette année de dénoncer à vide notre adversaire. Nous le connaissons, nous savons que ce système économique met à mal la totalité de la planète, sa population et son écosystème. Nous connaissons son fonctionnement, ses petites mains, ses chiens de garde, sa formidable capacité à dépasser, intégrer, phagocyter, recycler ses propres contradictions et toutes les oppositions. Le système capitaliste se présente depuis la fin du XVII^{ème} siècle comme « le meilleur des mondes possibles » excluant de fait l'actualisation de tous les autres possibles et de tous les autres mondes. Il s'agit pour nous, aujourd'hui de savoir comment nous pourrions nous organiser pour trouver des prises qui mettraient à mal ce système qui fonctionne comme un organisme : nous sommes en face d'une pieuvre, l'idée n'est pas de moi. Les tentacules de l'animal enserrant la totalité du réel, réagissent immédiatement et localement là où elles sont attaquées. C'est son corps entier, le moindre de ses éléments qui pense et qui agit. Nos attaques frontales si elles ne sont pas inutiles, n'en viendront pas à bout, elles ne peuvent constituer que la partie visible de nos luttes, nous occupons la bête. Mais ce sont des bêtises, les batailles de rue ne lui font pas peur. C'est elle qui sait mobiliser et qui détient la force, c'est elle qui marche à la terreur, par la guerre, à la haine par la division et la dénonciation de boucs émissaires (les étrangers, les sans-papiers, les fraudeurs, les Roms, l'Islam). Nous

devons donc développer notre capacité à lui nuire quotidiennement, individuellement et collectivement par de petits actes, des résistances, des refus. Je vous invite également à travailler là-dessus aujourd'hui

Pour terminer, voici mon constat sur notre syndicat : nous ne syndiquons pas les jeunes, nous n'arrivons pas à impliquer nos adhérents, nous syndiquons parfois sur de mauvaises raisons (adhésions post-it). Nous sommes un machin de plus de 500 adhérents et nous manquons de militants. Nous épuisons nos forces car nous ne parvenons pas à couvrir le Département. Si je me souviens bien, nous avons plus de 400 lieux de travail en comptant les collègues. Nous sommes indisciplinés et débraillés mais nous ne sommes pas des godillots. Ce n'est donc pas si grave que ça en a l'air, la CGT elle-même, la confédération, est une « anarchie plus ou moins organisée » car il y règne une grande faiblesse de l'organisation formelle. Il y a autant de CGT qu'il y a de syndicats qui en sont membres et notre indiscipline ne nous empêche pas d'être le seul syndicat de la collectivité à travailler le fond de ses dossiers sur du moyen et du long terme, à imposer ses propres points à l'ordre du jour des instances paritaires, à ne jamais enterrer un dossier même celui d'un camarade licencié ou décédé, à ne jamais taire ses indignations et ses colères. Mais dans ce grand bazar quand même pas mal bordélique, il faudrait que chacun de ses membres soit capable de porter et de défendre les revendications, il faudrait que la poignée de militants ne fasse pas « à la place de » à chaque fois que ce sera possible, il faut libérer les savoirs et les actions, être présents mais s'effacer car les militants connus sont appréhendés comme des obstacles institutionnels par les débutants. La traduction est que nous devons rassembler les salariés là où ils sont, comme ils sont, avec leur réalité et leurs aspirations, leurs qualités et leurs défauts, les écouter et avancer avec eux.

Un dernier souhait : j'aimerais quand même que ce grand machin devienne une redoutable machine contestataire et subversive. Je vous remercie.